

Afrique du Nord: Une intégration à crédibiliser

· **Il s'agit de casser les barrières pour une plus grande croissance économique**

· **Objectif: Création d'emplois**

MIEUX vaut tard que jamais. L'adage est de circonstance. Les pays d'Afrique du nord sont appelés à œuvrer à la mise en place d'un vrai espace de commerce commun.

«L'Afrique du Nord connaît une avancée non négligeable en termes d'investissements. Mais le niveau de coopération de la région demeure faible, et ce, malgré les efforts déployés pour l'optimisation des échanges commerciaux. Les réalisations restent en deçà des objectifs ambitionnés», indique Abdoulie Janneh, secrétaire général adjoint des Nations unies.

«Auparavant, il faudra commencer par renforcer les relations commerciales et activer sur le terrain les accords de libre échange, rétorque Habib Ben Yahya», secrétaire général de l'UMA. Et d'ajouter que «pour avoir leur mot à dire et un pouvoir de négociation à l'échelle internationale, les pays de la région n'ont pas le choix».

Le ton est donné au démarrage du forum pour le développement du commerce en Afrique du Nord qui poursuit aujourd'hui ses travaux à Marrakech. Coorganisé par le département du commerce extérieur, et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, le forum dont le thème s'intitule «Le commerce, pour une croissance intégrée créatrice d'emplois», a pour objectif de pallier les entraves qui freinent l'amélioration du commerce intra régional, mais «surtout intensifier les flux des échanges commerciaux, vecteur de croissances et de création d'emplois». Car en dépit des efforts fournis par la région, le volume de transaction des 5 pays demeure très faible. La performance commerciale des pays de la région est contrecarrée par une trop forte concentration géographique. Le FMI a déjà avancé un faible pourcentage aux alentours de 2,5% des échanges commerciaux mondiaux qui sont réalisés par les pays de la région. Pourtant, le bureau des Nations unies pour l'Afrique du Nord, estime, études à l'appui, que des mesures simples pourraient faire passer le commerce intra régional d'un facteur de 5 à 10. Ici, l'initiative privée est mise en avant. C'est même le seul moyen d'exploiter le potentiel. C'est dans ce sens que ce forum est organisé et se penche sur l'importance de la gouvernance financière et le rôle des TIC (technologies de l'information et de la communication) et l'économie du savoir.

«Aujourd'hui, l'intégration commerciale et économique des pays de l'Afrique du Nord a besoin d'être recentrée et crédibilisée. Ce qui ne peut se réaliser que via un projet d'intégration qui obéit à une rationalité économique », insiste Mustapha Mechahouri, ministre du Commerce extérieur à l'ouverture du forum.

Pour Hassan Abouyoub, ambassadeur itinérant du Maroc, conférencier invité au forum, l'intégration n'est pas forcément une fatalité. Pour résoudre la crise de développement, il faut une vision endogène et équitable.

Le forum a par ailleurs mis l'accent aussi sur les défaillances de l'application tardive de l'accord d'Agadir signé entre le Maroc, l'Egypte et la Tunisie.

Carte de visite

CRÉÉE en 1958, la commission économique des Nations unies pour l'Afrique est un organe régional de l'ONU qui compte aujourd'hui 53 pays membres répartis en cinq sous-régions: l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Elle a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses Etats membres, et encourager l'intégration régionale économique du continent africain.

H. H. & B. B.

"En finir avec la politique de rentiers"

Entretien avec Hassan Abouyoub, ambassadeur itinérant du Maroc

Hassan Abouyoub, ambassadeur itinérant du Maroc, était le grand conférencier témoin du forum pour le développement et l'intégration en Afrique du nord. Pour Abouyoub, l'intégration n'est pas une fatalité. Les grands défis sont plutôt les crises sociales et économiques auxquelles feront face les pays de la région. Les contenir est le véritable défi.

· L'Economiste: Quel modèle et quel type d'intégration pour les pays d'Afrique du Nord?

- Hassan Abouyoub: Je voudrais tout d'abord souligner que l'intégration n'est pas une fatalité ni un objectif en soi. C'est un des outils d'échanges de richesse et d'exploitation pour rendre compétitive chaque économie. C'est pour cela que je vous répons qu'il n'y a pas de modèle. Donc, il faut faire appel à notre génie pour évaluer le positif et le négatif dans notre région. Ou plutôt essayer de se focaliser sur le positif et de laisser tomber les banalités.

Le Maroc a initié quelques actions pour ouvrir la voie, avec le lancement de plusieurs réformes, notamment celles des droits de la femme.

· Mais plus régionalement, quels sont les défis?

- Les défis qui nous attendent sont plutôt liés au déséquilibre socio-économique, conséquence de la hausse du chômage dans ces régions. Et à cela, il faut une vision et des solutions endogènes.

Il n'y a pas de croissance sans patriotisme économique, et sans dépasser les complexes du nationalisme juvénile. Il faut comprendre que les discours d'ouverture sont souvent non avenants. La complémentarité des économies des pays de la région est quasiment nulle, à tel point que les stratégies d'ouverture prônées relèvent plus du dogmatisme. Il n'y a pas de complémentarité aussi parce que nous n'avons pas de clients. Nous dépendons tous du même marché dans le textile ou dans un autre secteur. Et si nous voulons développer sérieusement nos activités, il faudra se débarrasser de la politique de rentiers qui caractérise la région. Bref, il n'y a pas de péril chinois ou indien, mais un péril maghrébin.

· Vous voulez dire qu'en l'absence de règles claires, il n'y a pas d'intégration possible . .

NC'est difficile en effet. On oublie que l'intégration régionale est un transfert de compétences souveraines à un exécutif régional. Et ce dernier ne peut se faire sans règles de droits. Le Maroc, justement, a eu le courage d'admettre ses erreurs, a tenté de moraliser la vie publique et travaille à restaurer la confiance. Ce n'est pas le cas ailleurs.

· Dans cette vision, quel rôle de chacun?

- Le plus grand rôle est à assumer par les Etats. 4 conditions importantes doivent exister pour stimuler la croissance: créer le marché et le réguler et c'est l'un des rôles des Etats. Stabiliser ledit marché. Et cela dépend de facteurs macro-économiques clairs. Enfin, il faut légitimer ce marché.

· Et le privé?

- Le secteur privé a un grand rôle à jouer. Mais il doit d'abord s'assumer en tant qu'entreprises citoyennes et travailler en sorte de ne pas faire porter le coup de la non-compétitivité aux citoyens.

· Vous êtes très critique .

NL'Afrique du nord est une région très faible. Tous critères confondus, cette région est celle qui fait le moins sur le plan création de richesses scientifiques. Alors que paradoxalement, c'est elle qui est appelée à créer un grand nombre d'emplois pour résoudre les problèmes de chômage. Il faudra réaliser des miracles . à coup de millions d'euros.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Moins de 0,2% du PIB sont consacrés à la recherche, 5% de personnes sont connectées à internet, moins de 30 ordinateurs pour 1.000 habitants. A l'horizon 2015, la croissance au maximum que pourrait atteindre le Maroc est de 27%, l'Algérie 30% et la Tunisie, 41%. Si on joue la carte d'arrimage commercial, avec une priorité aux secteurs du commerce et du service, on pourrait atteindre une croissance respective pour ces trois pays de 81, 87 et 76%.

Propos recueillis par
Badra BERRISSOULE